



Sud Culture Solidaires - Section Louvre - tel / 01.40.20.57.06 - sud@louvre.fr

## **On est d'accord sur rien... On est tous d'accord là-dessus !**

Depuis des mois les sujets de mécontentement s'accumulent sans que la direction du musée ne propose de réelle piste d'apaisement. Les déstabilisations des personnels entraînées par les diverses réorganisations sont indéniables mais les souffrances, le mal-être et les dégradations des conditions de travail ne sont pourtant jamais pris en compte. Un management toujours plus violent et une direction méprisante envers tous les personnels du musée ainsi qu'envers leurs représentants syndicaux, jusque dans les instances, finissent d'exaspérer l'ensemble de la communauté des agents du Louvre.

La direction, campée sur le dogme de la délocalisation des réserves à Lens Liévin, se rend-elle compte des inquiétudes que suscitent encore et toujours cette décision autoritaire, purement politicienne, alors que d'autres voies étaient possibles ?

Cette même direction, complaisante, prépare sans plus de concertation, la mise en œuvre d'une ouverture le mardi pour le public empêché et les groupes scolaires pour la fin de l'automne. Sous couvert de démocratisation culturelle elle vante ce « projet généreux qui s'inscrit totalement dans les missions de service public du Louvre ». Les plages libérées par ces groupes les jours habituels d'ouverture seront pourtant immédiatement englouties par la masse de groupes touristiques types « tour operator ». C'est une évidence, le retour du 7/7 annoncé initialement ne tardera pas.

Ainsi, après la réorganisation générale des directions le chambardement continue. La Direction de l'Accueil du Public et de la Surveillance a tenté de séparer les fonctions de caisse et de contrôle au mépris des agents, majoritairement opposés à ce projet qui aurait remis en question toute l'organisation du travail de cette sous-direction au détriment, une fois encore, des conditions de travail et, pourquoi pas au profit de cette ouverture 7 jours sur 7. Sur ce sujet un engagement a été pris par l'ancien administrateur général pour que cette séparation de fonctions ne se fasse pas. La question est aujourd'hui de savoir si son successeur respectera cet engagement.

Réorganisation toujours, avec le projet pyramide et ses multiples nuisances. Ces travaux, et ses multiples retards, engendrent des risques inconsidérés pour les visiteurs notamment lors des évacuations. Par son manque d'anticipation et son incapacité à s'adapter la direction du musée met ainsi en péril l'intégrité physique des visiteurs.

Les futurs espaces de réception, d'information des visiteurs et de vente des billets paraissent déjà trop exigus, ses vestiaires en libre-service ne satisferont qu'au besoin d'économie de personnels mais aucunement à une meilleure qualité de l'accueil.

Cet accueil qui fait aussi largement défaut dans les espaces muséographiques les plus fréquentés, par les dysfonctionnements fréquents des ascenseurs, par la vétusté des toilettes et leurs odeurs qui se répandent dans les salles. Les files d'attente de visiteurs/ses



pressé/es et les effluves âcres et tièdes des émanations des lieux d'aisances vont bientôt être aussi célèbres que les collections. Et ce n'est pas tellement exagéré : il arrive que des visiteurs, ne sachant plus dans quel petit-coin faire leurs besoins à leurs enfants, leur permettent de se laisser aller à même les salles. Nous ne pouvons même pas leur en vouloir car par endroit c'est vraiment... miction impossible. On peut parfois comprendre l'exaspération des visiteurs.

Par contre d'autres comportements tels que les violences, physiques et verbales, seront toujours injustifiables. C'est pourtant le lot quotidien des personnels et notamment de ceux de la région Napoléon qui pourraient passer leur temps à remplir des fiches de signalement (Prévention du risque agression) tant il en sont victimes. Soulignons d'ailleurs que suite à l'agression de notre collègue au mois d'avril nous ne voyons pas beaucoup d'avancées en ce qui concerne les revendications exprimées : pas d'augmentation des effectifs à la Direction de l'accueil du Public et de la surveillance, aucune communication nouvelle aux visiteurs/euses, pas d'information claire sur le respect des règles de visite d'un musée sur-fréquenté, pas plus d'affirmation du respect des personnels et de leurs demandes et injonctions, etc. Le supermarché du Louvre a de beaux jours devant lui ; ses personnels n'ont droit qu'au mépris.

Et la suspicion se développe, notamment depuis le bris des orteils de la Dircé de Bartolini dans la galerie Michel Ange où chaque agent a été obligé de se justifier par écrit sur sa présence ou pas et son activité au moment supposé des faits. Nous savons que l'augmentation significative des effectifs est l'une des mesures indispensables à prendre rapidement pour éviter ce genre de problèmes (volontaires ou accidentels), et qu'une alarme ne suffira jamais à stopper une visiteuse qui tire sur un tapis iranien à l'entresol de l'Islam, comme cela s'est passé il y a quelques semaines.

Être présent, voire avoir le don d'ubiquité... et tout cela à quel prix ? Un point d'indice qui n'évolue plus depuis 2010 et pour combien de temps encore, des indemnités (IAT / IFTS) qui ne sont plus décentes, des filières délaissées (Secrétaires de documentation, ASM, etc.), aucune réponse apportée à la nécessité criante de la requalification des postes de catégorie C en B suivie d'un repyramidage massif, et cerise sur le gâteau, trop de cadeaux de fin d'année d'après Bercy :16 € de trop. Quand arrêteront-ils les humiliations ?

Et certains d'entre-nous sont encore moins bien lotis. C'est le cas de certains agents en contrats d'avenir qui, s'ils n'ont pas d'action de formation en cours, ne pourront pas être gardés au-delà de leur contrat de 3 ans. Ces agents pour lesquels le Louvre a touché des subventions conditionnées à l'obligation de permettre à ces personnels d'acquérir une formation professionnalisante ou qualifiante. D'ailleurs tous ces agents ont-ils réellement reçu une formation sérieuse ? Espérons-le. Cela éviterait le remboursement de la totalité des aides publiques de l'État, si on se rendait compte du contraire. Et si ce n'était pas le cas, il resterait 2 ans au musée pour se rattraper.



**Mais pour la direction du musée  
du Louvre, il semble qu'il n'y ait pas  
de problème.**

**Même pas mal !**

**Alors si nous voulons que les choses  
changent il faudra bien une  
mobilisation de toutes et tous, et là,  
ça piquera peut-être un peu.**